

DIRECTION
de la Réglementation

570-7

VESOUL, le

31 MAI 1985

...3...^e Bureau

EJ/NC
POSTE 3521

31 MAI 1985

Arrêté 1D/3B/I/85 n° 1213 du
mettant en demeure la S.A.R.L. SILAC à CHAMPLITTE
de se conformer à la loi du 19 juillet 1976.

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE,

- VU la loi n° 76-633 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 23 et 24 ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris en application de la loi susvisée ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2627 du 10 novembre 1983 portant autorisation d'exploitation d'un atelier de traitement de surface par la S.A.R.L. SILAC à CHAMPLITTE ;
- VU l'avis du directeur régional de l'industrie et de la recherche - région de Franche-Comté, inspecteur des installations classées, en date du 28 mai 1985 ;
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône :

A R R E T E

ARTICLE 1er - La S.A.R.L. SILAC est mise en demeure :

- d'une part, se conformer strictement aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé et en particulier aux articles 3.2, 6.1, 6.3, 9.7 et 9.9.1 : traitements des eaux et élimination des déchets sous un délai de quatre mois.
- d'autre part, de déclarer l'installation de dégraissage des métaux qu'elle a installée dans son atelier et qui relève de la rubrique n° 252-2ème de la nomenclature des installations classées sous un délai d'un mois.

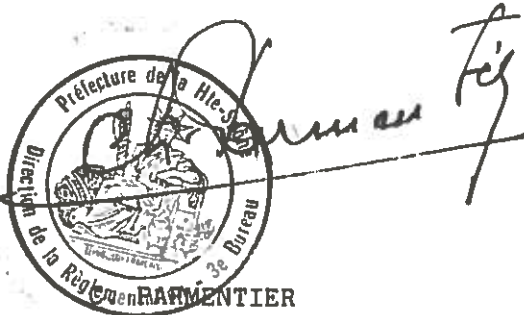
ARTICLE 2 - Si au terme des délais fixés à l'article 1er, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise ne demeure, il sera fait application des dispositions prévues aux articles 23 et 24 de la loi du 19 juillet 1976, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera notifié à la S.A.R.L. SILAC. Il sera affiché pendant un mois à la mairie par les soins du maire de CHAMPLITTE.

ARTICLE 4 - Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le directeur régional de l'industrie et de la recherche - région de Franche-Comté, le maire de la commune de CHAMPLITTE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera faite :

- au directeur régional de l'industrie et de la recherche - région de Franche-Comté (deux exemplaires)
- au maire de la commune de CHAMPLITTE (deux exemplaires)

POUR AMPLIATION,
POUR LE SECRETAIRE GENERAL ET PAR DELEGATION,
L'ATTACHE, CHEF DU BUREAU



FAIT A VESOUL, LE **31 MAI 1985**

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
POUR LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
ET PAR DELEGATION,
LE SECRETAIRE GENERAL

Par intérim

Vincent Philippe GRIMA